

LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

VOLUME 7

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

NUMÉRO 1

Les «community colleges» aux États-Unis



— JUN 2002 —

Avant-Propos

ROD PAIGE

SECRÉTAIRE AMÉRICAIN À L'ÉDUCATION

D

epuis le commencement de la République américaine, l'éducation occupe une place d'honneur parmi ses idéaux démocratiques fondamentaux, car c'est l'acquisition de connaissances, par l'apprentissage et l'expérimentation, qui imprime à la nation sa dynamique permanente.

Que représente, en effet, l'éducation ? Au départ, elle ouvre les yeux de l'enfant au monde qui l'entoure. Ainsi que le fait observer Mme Laura Bush, l'épouse du Président, « elle fournit à nos enfants les outils dont ils ont besoin pour réussir dans l'économie mondiale d'aujourd'hui ». Elle ajoute : « Elle stimule la croissance, car elle libère les forces créatrices de chacun et assure la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, essentielle à la croissance et au développement. »

Aux Etats-Unis, l'enseignement primaire et secondaire universel enrichit la société dans son ensemble. L'enseignement supérieur fait, lui aussi, partie intégrante de l'expérience quotidienne de millions d'hommes et de femmes qui s'orientent vers une carrière, qu'elle soit technique, commerciale, libérale ou intellectuelle.

Au sein de cet enseignement supérieur, le système des collèges universitaires à cycle de deux ans, appelés « community colleges », acquiert une importance toujours plus grande. Cent ans après leur lancement grâce à la création du « Junior College » de Joliet (Illinois), ces établissements représentent un instrument clef du perfectionnement de la main-d'œuvre, de la formation professionnelle continue et de la valorisation de l'esprit civique à l'échelle locale.

Le 8 janvier 2002, le président Bush, en promulguant la loi baptisée « No Child Left Behind » (aucun enfant laissé pour compte), a clos une année

de coopération exceptionnelle entre les deux grands partis politiques au Congrès et ouvert une ère nouvelle en matière d'enseignement aux Etats-Unis. A nous maintenant, grâce à cette nouvelle loi, d'assurer à tous les jeunes de notre pays – quelle que soit leur catégorie de revenu, leur origine ou leur aptitude – un enseignement de grande qualité.

La loi aura donc un impact marqué sur les établissements d'enseignement postsecondaire court. Ceux-ci, en effet, répondent très fortement aux besoins des minorités ethniques en expansion aux Etats-Unis ; ils préparent leurs étudiants à la vie et au travail dans un contexte caractérisé par la mondialisation et ils constituent un lieu de prédilection pour les jeunes venus de l'étranger qui cherchent à accéder à un enseignement supérieur.

Tooch Van, un natif du Cambodge, qui prononça le discours d'envoi à la cérémonie de remise de diplômes du Middlesex Community College du Massachusetts, n'était pas, tant s'en faut, l'orateur type à ce genre de manifestation. En fait, pour les nouveaux diplômés, il représentait un symbole peu courant : ancien réfugié, il avait commencé ses études postsecondaires dans un établissement de deux ans, avant de passer dans une université à cursus de quatre ans. Aujourd'hui, il est sur le point de s'engager dans un programme d'études de troisième cycle pour futurs diplomates administré par une prestigieuse université. Un jour, il retournera dans son pays natal, illustration vivante de la qualité de l'enseignement aux Etats-Unis en général et des « community colleges » en particulier.

A mesure que ces établissements continueront de se développer, il ne fait aucun doute que leur utilité, pour nos citoyens et pour ceux du monde entier, ne cessera, elle aussi, de grandir. ■



LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

VOL. 7 / BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE / No.1

ejvalues@pd.state.gov

Les «community colleges» aux Etats-Unis

JUIN 2002

SOMMAIRE

2

AVANT-PROPOS

ROD PAIGE

En quoi les établissements d'enseignement supérieur du premier cycle, ou «community colleges», reflètent-ils les valeurs chères à la nation américaine ? Dans son avant-propos, le secrétaire à l'Éducation cerne la discussion.

5

LES COMMUNITY COLLEGES ONT LE VENT EN POUPE

ARTHUR COHEN

Professeur de l'enseignement supérieur à l'université de Californie, à Los Angeles, et auteur d'un ouvrage de référence sur les établissements d'enseignement à cycle court, M. Cohen brosse un bref tableau de ce type d'institution, dont il résume l'histoire et présente les atouts ainsi que les défis à venir.

10

LES LAMPES PRÈS DE LA PORTE D'OR

EVELYN CLEMENTS

Les «community colleges», établissements d'accès facile, aux programmes nombreux, offrant une myriade de débouchés pratiques à une population estudiantine fort diverse, présentent à leurs clients quantité d'avantages, à commencer par la possibilité de s'instruire tout au long de leur vie. Vice-présidente d'un de ces établissements établi dans le Massachusetts, Evelyn Clements fait le point.

12

LA FILIÈRE MONDIALE : UN ENTRETIEN AVEC JAMES MCKENNEY

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHAEL BANDLER

Dans cet entretien, le vice-président pour le développement économique et les programmes internationaux de l'American Association of Community Colleges analyse les relations internationales de ces établissements, sous deux aspects notamment : leur service aux étudiants étrangers, et leur association avec les institutions à l'étranger qui voudraient s'inspirer de ce modèle.

16

ARGUMENT EN FAVEUR DE L'OCTROI D'UNE LICENCE PAR LES «COMMUNITY COLLEGES»

KENNETH WALKER

Dans cet article, M. Walker, qui est président d'un important «community college» de Floride, plaide en faveur de l'octroi par ces établissements d'un diplôme sanctionnant quatre années d'études, en sus du certificat obtenu en deux ans.

DE LA SALLE DE CLASSE AU LIEU DE TRAVAIL : DES LIENS QUI PERDURENT

MICHAEL BANDLER

Le perfectionnement de la main-d'œuvre est l'un des objectifs prioritaires des « community colleges » des Etats-Unis. Leur succès dépend de la coopération qu'ils auront établie avec les entreprises et avec les administrations locales. Cet article présente différents scénarios relatifs aux programmes mis en œuvre.

DES TREMPLINS POUR LA VIE

TRACEY WONG BRIGGS

La récente publication par le quotidien *USA Today* de son choix de lauréats des prix d'excellence décernés annuellement à des étudiants des « community colleges » révèle un groupe diversifié qui reflète en microcosme la population estudiantine de ces établissements.

BIBLIOGRAPHIE ET SITES INTERNET (en anglais)



LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Directrice de la publicationJudith Siegel
 Directeur de la rédactionRichard Lundberg
 Rédacteur en chefMichael Bandler
 Rédactrices associées, référence et recherche...Mary Ann Gamble
Kathy Spiegel
 RédacteursCharles Goss
Yvonne Shanks
 Directeur artistiqueThaddeus Miksinski
 Conception graphiqueSylvia Scott
 Version InternetWayne Hall
John Miller
 Traduction Service linguistique de l'IIP/G/AF
 Maquette de la version française ARS, Paris

Conseil de direction

George Clack Judith Siegel Leonardo Williams

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des Etats-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les Etats-Unis et la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts – « Perspectives économiques », « Dossiers mondiaux », « Démocratie et droits de l'homme », « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » et « La Société américaine » – ces revues présentent des déclarations sur la politique des Etats-Unis, des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné. ■ Toutes les revues sont publiées en anglais, en français, en portugais et en espagnol ; certaines d'entre elles sont également traduites en arabe et en russe. Une nouvelle revue en anglais est publiée toutes les trois à six semaines. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais. ■ Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des Etats-Unis. Le département d'Etat des Etats-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée. ■ Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître, sont disponibles sur Internet à la page d'accueil du Bureau des programmes d'information internationale, à l'adresse suivante : <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>. Ils sont disponibles dans plusieurs formats électroniques afin d'en faciliter la consultation en ligne, le transfert, le téléchargement et la reproduction. ■ Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des Etats-Unis de votre pays ou bien à la rédaction : *Editors, U.S. Society & values, IIP/T/SV U.S. Department of State, 301 4th Street SW, Washington, D.C. 20547, Etats-Unis d'Amérique. Adresse courrier électronique : ejvalues@pd.state.gov*

LES «COMMUNITY COLLEGES» ONT LE VENT EN POUPE

ARTHUR COHEN

Dans le paysage de l'enseignement supérieur des Etats-Unis, le système des «community colleges» reflète une évolution relativement récente : c'est un phénomène dont l'apparition, le développement et la progression remontent au siècle dernier.

A l'origine, ce programme d'études étalé sur deux ans fut conçu pour répondre aux besoins des personnes qui avaient fini leurs études secondaires mais qui, pour une raison ou une autre (temps, argent, obligations familiales ou niveau), ne pouvaient pas s'inscrire dans un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours répartis sur quatre ans.

Aujourd'hui, le «community college» ne se contente plus de dispenser un enseignement correspondant aux deux premières années d'études universitaires. En effet, il prépare ses étudiants à s'insérer dans le monde du travail et il offre toute une panoplie de services à la collectivité dans laquelle il est implanté. Il favorise l'épanouissement professionnel des individus au sein d'une carrière donnée. Il propose aussi des cours de rattrapage aux personnes qui n'ont pas maîtrisé tous les savoirs dispensés dans le primaire et le secondaire ainsi qu'aux nouveaux immigrants. Enfin, il propose des cours destinés à satisfaire les intérêts des adultes et,

partant, à encourager les gens à ne jamais cesser d'apprendre.

De fait, le développement du «community college» repose sur la foi dans la mobilité de l'individu et dans sa volonté de réussir, la conviction que les portes du savoir doivent être ouvertes à toute personne désireuse de progresser sur le plan tant professionnel que personnel, indépendamment de son niveau d'études ou de son rang social ou économique. Comme ils mettent peu d'obstacles à l'admission des étudiants et que leurs frais d'inscription et de scolarité sont inférieurs à ceux des facultés («colleges») et des universités, ces établissements donnent à tout un chacun l'occasion d'y trouver quelque chose d'utile.

Par définition, le «community college» est un établissement qui dispense un enseignement sanctionné par un diplôme d'études de deux ans. L'étudiant qui en est titulaire peut alors s'inscrire en troisième année à l'université ou entrer dans le monde du travail armé d'un bagage apprécié dans de nombreux domaines techniques ou paraprofessionnels. A l'heure actuelle, on dénombre 1 075 «community colleges» aux Etats-Unis, et 5,5 millions d'étudiants inscrits.

Ces établissements ont largement fait leurs

preuves, ne serait-ce que parce qu'ils ont su s'adapter à l'augmentation périodique du nombre de jeunes gens désireux de poursuivre des études universitaires. En 1979, par exemple, on comptait aux Etats-Unis 4,3 millions de jeunes âgés de 17 ans, soit une augmentation de 50% en 15 ans. Plus de 70% de ces jeunes avaient terminé leurs études secondaires et près de la moitié d'entre eux étaient déterminés à s'inscrire dans l'enseignement supérieur. Or les universités n'étaient pas préparées pour faire face à cette vague de nouveaux arrivants, et les « community colleges » ont su prendre la relève. En 2000, près de la moitié des personnes qui s'inscrivaient pour la première fois dans l'enseignement supérieur sont passées par cette filière.

Les étudiants des « community colleges » poursuivent inmanquablement les objectifs les plus variés. Le tiers d'entre eux souhaitent acquérir des compétences et des certificats qui leur donneront accès au monde du travail. Près de 20% veulent rehausser leur niveau de formation dans le cadre d'un emploi qu'ils occupent déjà et un étudiant sur 10 suit des cours d'intérêt général, par plaisir. En outre, un étudiant sur trois désire obtenir des unités de valeur qu'il fera transférer dans un établissement dispensant un cycle de quatre ans en vue de l'obtention d'une licence.

Ce dernier fait mérite d'être noté : les systèmes d'enseignement qui laissent les étudiants transférer des unités de valeur d'un établissement à un autre relèvent en effet de l'exception dans le monde. De même, les fonctions assumées par les « community colleges » sont normalement réparties entre divers établissements à l'étranger. Au Japon, par exemple, l'enseignement postsecondaire fait une distinction entre les établissements qui proposent un cycle de deux ans, les établissements de formation professionnelle et les écoles techniques. Les « community colleges » sont les seuls établissements qui dispensent sous le même toit un enseignement préparatoire à la licence, une formation professionnelle à court terme, des cours pour adultes et des cours de perfectionnement ou de recyclage applicables à diverses professions, notamment dans le domaine technique et de la santé.

C'est cette hétérogénéité des objectifs qui a favorisé l'épanouissement d'une institution de vaste

portée et dont les deux tiers des étudiants sont inscrits à temps partiel. Rares sont les « community colleges » qui disposent de dortoirs ; la plupart des étudiants suivent un cours ou deux seulement et ils rentrent chez eux ou retournent sur leur lieu de travail à la fin des cours. L'âge moyen des étudiants est de 25 ans ; dans plusieurs Etats (Arizona, Californie, Washington et Wyoming), au moins 8% des habitants âgés de 18 ans ou plus fréquentent ces établissements.

Les « community colleges » décernent chaque année plus d'un demi-million de diplômes, le tiers d'entre eux venant sanctionner des études de formation générale. La plupart des titulaires de ces diplômes entendent poursuivre leurs études. Les autres visent l'entrée dans la vie active, le quart d'entre eux s'orientant vers les métiers de la santé (soins infirmiers, assistants dentaires, techniciens de laboratoire et domaines connexes). Le quart des diplômes décernés chaque année ouvrent la porte des professions commerciales à leurs titulaires, notamment dans le secrétariat, la gestion commerciale, la comptabilité et la gestion des petites entreprises. Chaque année, les « community colleges » octroient en outre des certificats qui sanctionnent des études d'une durée inférieure à deux ans. En bénéficient plus de 100 000 étudiants qui suivent une formation à court terme en réparations, services de protection, transports, informatique et information, fabrication de produits de précision ou licence professionnelle des métiers de l'immobilier ou du bâtiment. Plus de la moitié de ces établissements dispensent des cours d'anglais langue étrangère.

La majorité des enseignants sont titulaires d'une maîtrise. Les deux tiers enseignent un cours par trimestre ou semestre, deux au plus. La plupart des enseignants à temps partiel sont eux-mêmes frais sortis de l'université, à la recherche d'un poste à plein temps, ou des gens qui cumulent deux emplois, ou encore des retraités qui souhaitent maintenir des liens avec l'enseignement. Les « community colleges » tirent leur financement de plusieurs sources, dont les caisses de l'Etat fédéré (44%), les collectivités locales (moins de 20%) et les frais payés par les étudiants (21%), le reste provenant essentiellement du gouvernement fédéral et d'entreprises auxiliaires.

Comme ils n'ont jamais bénéficié de dons importants de la part de leurs anciens élèves ou de

fondations philanthropiques, ces établissements n'ont en général guère de fonds propres. Dès lors, ils doivent trouver divers moyens d'obtenir des recettes supplémentaires. La plupart ont établi des fondations et monté des campagnes de collecte de fonds visant les entreprises locales et diverses personnalités. Pour autant, les résultats de ces démarches restent bien en-deça des besoins. Les « community colleges » réussissent à gagner un peu d'argent en procédant à des ventes ou en proposant des services, telle la location de salles à des groupes de la collectivité en dehors des heures de cours. Certains ont signé des baux de location à long terme avec des promoteurs immobiliers en vue de la construction de maisons de retraite ou de centres commerciaux.

La signature de contrats de formation avec des entités du privé et du secteur public s'est révélée une source lucrative de financement. Par ces contrats, les « community colleges » s'engagent à fournir le personnel et les installations nécessaires à la formation des forces de police, des sapeurs-pompiers et des employés du comté ou de la municipalité.

A mi-chemin entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur de deuxième cycle, ces établissements ont su créer des arrangements avec les institutions des deux bords. Ils tentent d'aplanir les difficultés aux étudiants frais émoulus du lycée qui manquent soit d'argent, soit de connaissances de base pour poursuivre leurs études à un plus haut niveau. Leur solution consiste à proposer des cours compatibles avec ceux des universités de façon à permettre le transfert des unités de valeur qu'ils accordent aussi bien qu'à œuvrer en liaison avec les établissements du secondaire pour veiller à ce qu'ils dispensent un enseignement préparatoire de qualité. En outre, les « community colleges » organisent avec les services de santé publique diverses activités visant à faciliter l'accès de la population au système de soins. Ils forment des tuteurs qui vont mener une action de soutien auprès des élèves du primaire ayant besoin d'aide en lecture, en écriture et en arithmétique. Les organismes d'aide sociale apprécient eux aussi leur action dans la mesure où ils aident les personnes en situation de chômage chronique à acquérir des compétences de base en vue de leur entrée dans la vie active.

Les exemples du succès des « community colleges » abondent, à commencer par le pourcentage de leurs

anciens élèves qui trouvent du travail à l'issue de leurs études, qui réussissent aux examens obligatoires en vue de l'octroi d'une licence professionnelle ou qui s'inscrivent ensuite à l'université. Pratiquement tous les étudiants qui sortent d'un « community college » titulaire d'un diplôme ou d'un certificat dans les métiers de la santé parviennent à s'insérer dans la vie active. Ceux qui doivent passer des examens pour obtenir une licence professionnelle de leur Etat de résidence, par exemple dans le domaine des soins infirmiers, de l'hygiène dentaire et de la thérapie respiratoire, peuvent se vanter d'un taux de réussite nettement supérieur à celui des candidats issus d'écoles privées à caractère commercial. Quant à ceux qui poursuivent leurs études à l'université, leur taux de réussite à la licence est à peu près équivalent à celui des étudiants entrés dès la première année dans un établissement dispensant un enseignement d'une durée de quatre ans.

D'autres résultats sont plus difficiles à mesurer avec précision : le degré de relèvement du niveau de vie des collectivités imputable aux activités des « community colleges » sur le terrain de la santé et de l'aide sociale ; l'acculturation des immigrés que facilitent les cours de langue et la vie du campus ; la création d'entreprises par les anciens élèves qui ont suivi des cours de droit commercial, de comptabilité des petites entreprises et de relations avec le personnel ; et le soutien que le « community college » apporte à l'économie locale, en liaison avec les organismes de développement économique à l'échelon de l'Etat, dans la mesure où la formation des travailleurs ne peut que séduire l'industrie.

La plupart des « community colleges » sont inexorablement liés à l'enseignement à vocation internationale. Ils acceptent des étudiants venus de l'étranger, parrainent des programmes d'études à l'étranger destinés aux étudiants américains et organisent des séjours éducatifs de courte durée dans divers pays. Certains sont allés jusqu'à créer des centres de documentation et d'information spécialisés dans le commerce international, à organiser des programmes de formation à l'intention des entreprises locales désireuses de se lancer dans le commerce international ou à signer des contrats de formation avec des entreprises établies en dehors des Etats-Unis.

Dans l'ensemble, les Etats-Unis ont retiré de gros avantages de la souplesse qui caractérise les « community colleges », aptes à s'adapter à l'évolution des conditions, qu'il s'agisse des poussées démographiques ou des périodes de contraction économique. De nos jours, si 85 à 90 % des étudiants qui s'inscrivent en première année dans les établissements dispensant un enseignement d'un cycle de quatre ans sont âgés de 19 ans ou moins, 61 % seulement des personnes inscrites à un « community college » sont dans cette tranche d'âge.

Les « community colleges » savent s'adapter aux besoins du monde du travail, en constante mutation. Au cours de la première moitié du xx^e siècle, lorsqu'il suffisait de suivre des cours universitaires pendant un an ou deux avant de pouvoir enseigner dans le primaire, le « community college » faisait fonction d'école normale. Après la Seconde Guerre mondiale, quand on a commencé à attendre des futurs enseignants un niveau de formation au moins égal à la licence, voire à la maîtrise, il a cessé de former les instituteurs et institutrices. Or depuis quelque temps, en réponse à la pénurie d'enseignants qui affecte les Etats-Unis, un bon nombre d'entre eux ont rétabli des programmes de formation d'enseignants, à cette différence près, toutefois, qu'ils œuvrent en collaboration avec les universités voisines. Dans certains cas, ils dispensent l'enseignement complet des deux premières années d'études.

En outre, les « community colleges » jouent un rôle actif dans les métiers de la santé. Ce sont eux qui forment une part importante des infirmières auxiliaires, des techniciens en radiologie, des archivistes et des autres membres auxiliaires des professions médicales. De même, ils préparent leurs étudiants à trouver du travail comme gardiens d'établissements commerciaux ou de bureaux, comme contrôleurs judiciaires ou comme employés du régime pénitentiaire. Les « community colleges » cherchent aussi à répondre aux besoins du monde du travail propres à une région donnée. Par exemple, un établissement implanté dans une ville touristique proposera presque certainement des cours d'hôtellerie et de cuisine. Dans toute la panoplie des cours qu'ils dispensent, les « community colleges » reflètent la volonté nationale de remplacer l'aide sociale par le travail.

A l'aube du xxi^e siècle, cependant, les « community

colleges » ont un certain nombre de défis à relever et des réponses à apporter à plusieurs questions.

En premier lieu, l'organisation de cours dispensés tout au long de l'année répond à un besoin croissant. Le nombre des jeunes de 18 ans a considérablement augmenté aux Etats-Unis et il continuera d'en être ainsi : de 3,3 millions en 1993, il devrait passer à 4,3 millions d'ici à la fin de la décennie. Il y a deux ans, 64 % des élèves qui sortaient du lycée entraient à l'université. Il paraît peu probable que ces établissements soient en mesure de satisfaire la demande accrue d'inscriptions en première année qui s'ensuivra. Et quoi qu'en dise les partisans du télé-enseignement qui voient dans cette méthode un moyen d'économiser de l'argent et de rendre moins pressante la nécessité de l'agrandissement des campus, les cours pour auditeurs à distance ne sont pas encore bien implantés partout. Dès lors, les « community colleges » devront maximiser l'utilisation de leurs locaux. Et qui sait s'ils ne se feront pas eux-mêmes les champions du télé-enseignement ?

D'autres questions restent à résoudre – par exemple, celle de la découverte de nouvelles sources de financement à une époque où les universités classiques voient leurs dotations progresser à un taux géométrique tandis que les maigres ressources des collectivités locales et des Etats sont de plus en plus sollicitées. De surcroît, les organismes des Etats fédérés et les institutions d'accréditation réclament de plus en plus souvent que les « community colleges » apportent la preuve de leur valeur pour la communauté en prenant comme critères ceux qui ont été mentionnés précédemment, tels le pourcentage d'anciens élèves qui font transférer leurs unités de valeur dans des universités ou le taux de réussite à divers examens, notamment en vue de l'octroi de licences professionnelles.

Par ailleurs, on s'interroge sur la question de savoir si les « community colleges » devraient avoir le droit de décerner des licences. Pendant leur période d'expansion rapide enregistrée dans les années 1950 et 1960, c'est ce qu'ont fait un bon nombre d'établissements qui dispensaient un enseignement sur un cycle de deux ans. Cette pratique appartient aujourd'hui au passé, mais on se demande s'il ne conviendrait pas de la remettre à la page. Plusieurs Etats ont d'ailleurs autorisé certains « community colleges » à commencer à préparer leurs étudiants à

la licence dans divers domaines. En toute probabilité, il faut s'attendre à une certaine collaboration en la matière entre les « community colleges » et les établissements qui dispensent des cours d'une durée de quatre ans, ces derniers pouvant se charger d'assurer les cours de troisième et de quatrième années sur le campus des premiers.

Du fait de l'expansion latérale des cours et de la création de programmes en liaison avec des organismes de proximité, le « community college » ne se contente plus de dispenser un enseignement préparatoire à la licence. Parce qu'il ouvre ses portes à tous, il est en quelque sorte devenu le poumon du système d'enseignement supérieur ; il prend de l'ampleur quand augmente le nombre d'étudiants désireux de faire des études supérieures, et restreint son champ d'action quand leur nombre baisse.

Mais en tout temps, le « community college » joue un rôle unique dans l'enseignement postsecondaire aux Etats-Unis, dont il est une composante vitale. Et aujourd'hui, il a le vent en poupe. ■

Arthur Cohen est professeur de l'enseignement supérieur à l'université de Californie, campus de Los Angeles (UCLA), et directeur d'un centre de documentation et d'information sur les « community colleges » (Educational Resources Information Center (ERIC) Clearinghouse for Community Colleges) qui s'insère dans l'UCLA. Il est coauteur, avec F.B. Brawer, de l'ouvrage intitulé The American Community College.

LES LAMPES PRES DE LA PORTE D'OR



*«Laissez venir à moi vos masses épuisées, tassées, misérables qui aspirent à la liberté...
Je leur lève ma lampe près de la porte d'or.»*

Emma Lazarus, The New Colossus.

Ces mots, inscrits sur une plaque au pied de la statue de la Liberté, dans le port de New York, expriment l'essence de l'Amérique. Les valeurs qu'ils suggèrent – d'accueillir les nouveaux arrivants, de les encourager à apprendre et à s'épanouir dans un nouvel environnement – se retrouvent partout dans la société américaine, et notamment dans le système des «community colleges».

Ces établissements sont typiquement américains : ouverts à tous, d'accès facile, ils offrent un environnement convivial et favorable et permettent aux étudiants – quelles que soient leurs capacités – de poursuivre leur éducation, d'affiner leurs compétences techniques ou de changer de carrière. Ils sont particulièrement attrayants et importants pour les nouveaux Américains mais aussi pour les Américains de souche d'âge universitaire ou plus âgés. Ils offrent à tous l'espoir d'un meilleur avenir et – en dernière analyse – ils peuvent littéralement changer leur vie.

Un exemple :

Jim (ce n'est pas son vrai nom) était cuisinier dans un restaurant local où il préparait les omelettes. Frappé d'un cancer à l'approche de la trentaine, il a dû quitter son travail. Sans assurance maladie, force lui a été de s'inscrire, fort gêné, à l'assistance sociale. Recouvrant progressivement la santé, il s'est dit qu'il devait faire autre chose dans sa vie et, avec une aide financière de l'Etat, il s'est inscrit dans un de ces centres d'enseignement. Il y a obtenu de bons résultats et, lorsqu'un programme de bourses lui a

donné l'occasion d'aller en Chine, il a saisi sa chance et s'est trouvé projeté dans un monde différent. De retour, il est entré dans une université à plein temps et il a fini par enseigner au Japon pendant quelques années. Il est maintenant revenu aux Etats-Unis où il poursuit sa carrière d'enseignant.

Les étudiants comme Jim sont légion : on en compte quelque 10 millions dans les 1 100 «community colleges» du pays où ils suivent des cours à unité aussi bien que des programmes postsecondaires. Comme le montrent les statistiques, ces établissements sont sources de débouchés pour tous : plus de la moitié de leurs étudiants sont les premiers de leur famille à poursuivre des études postsecondaires ; 30 % des inscrits viennent de groupes minoritaires, et qui plus est, selon une récente étude, 61 % d'entre eux ont plus de 21 ans. Beaucoup d'entre eux n'auraient jamais continué leurs études sans ces centres.

Et, pour revenir à la «lampe près de la porte d'or», nombre d'entre eux sont des immigrants de fraîche date.

Prenez par exemple Tooch Van.

Il avait trois ans lorsque ses parents et ses frères et sœurs ont été exécutés par les Khmers rouges. Il a passé des années dans un camp de réfugiés cambodgiens. Son nom, Tooch, veut dire «petit» et c'était son surnom dans le camp : il ne se souvient plus de son vrai nom. Lorsqu'il a finalement été libéré, avec d'autres réfugiés, il a marché – pieds nus – pendant trois mois avant d'arriver à Phnom Penh. Une famille de réfugiés l'a adopté et l'a envoyé à

l'école. Après avoir reçu son diplôme du secondaire, il a commencé à conduire un taxi pour payer ses études d'anglais à une école de langues privée.

Après avoir travaillé comme responsable de programmes pour une organisation non gouvernementale américaine, Pact/Cambodia, ses connaissances linguistiques lui ont permis de devenir assistant de programme pour l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) à l'ambassade des Etats-Unis à Phnom Penh. Ses contacts diplomatiques l'ont encouragé à faire une demande de visa d'étudiant pour venir étudier au «Middlesex Community College» de Lowell (Massachusetts). Après avoir rempli les formalités nécessaires (passé un examen de compétence en anglais, prouvé qu'il avait été accepté par un établissement d'enseignement américain et qu'il pouvait payer ses frais de scolarité et ses dépenses de subsistance) il a reçu un visa et une bourse et s'est inscrit à l'école de Lowell (district qui abrite la deuxième concentration de ressortissants d'Asie du Sud-Est aux Etats-Unis).

Il a fait d'excellentes études à Middlesex où il a également activement participé au gouvernement des étudiants et a été reçu dans une société académique. Après ses deux années dans cet établissement, il a continué à Trinity College (Connecticut), établissement à plein temps de 4 ans d'études. Depuis, les distinctions se suivent. Il a reçu la prestigieuse bourse Woodrow Wilson pour étudier la politique et les affaires internationales à l'université Princeton et a récemment été accepté à la faculté Fletcher de droit et de diplomatie de l'université Tufts. Il est retourné au Cambodge trois étés de suite travailler pour Pact/Cambodia et il envisage d'y retourner en 2002, cette fois pour y escorter les enseignants du «Middlesex Community College», bouclant ainsi le cercle.

Jim, Tooch et tous les autres offrent au pays et à la communauté mondiale une source d'espoir pour l'avenir. Et c'est fréquemment dans les «community colleges» que les semences de cet espoir prennent racine. Ces établissements ouverts à tous offrent aux élèves des cours pour développer leurs compétences, la possibilité de poursuivre leurs études dans des universités à plein temps, des possibilités d'emploi grâce à leurs partenariats avec le monde des affaires et de l'industrie et leur collaboration avec les systèmes d'enseignement primaire et secondaire, et – ce n'est pas le moindre de leurs avantages – des programmes d'éducation permanente.

Figurativement et littéralement, ce sont des lampes pour le présent et le futur. ■

Evelyn Clements est vice-présidente du Middlesex Community College du Massachusetts.



LA FILIERE MONDIALE

UN ENTRETIEN AVEC MICHAEL BANDLER

Sur le campus d'un « community college » de Baltimore (Maryland), un jeune Kényan arrivé aux Etats-Unis avec un visa d'étudiant découvre de nouveaux horizons et en particulier la possibilité d'acquérir des connaissances qu'il pourra mettre à profit une fois de retour dans son pays d'origine. Non loin de là, dans un autre établissement de la banlieue de Washington, un jeune étudiant né en Roumanie poursuit d'excellentes études en administration commerciale, tandis qu'aux antipodes des pédagogues sri-lankais, thaïlandais et chinois s'intéressent aux avantages que pourrait apporter à leurs pays respectifs un programme d'enseignement de deux ans de type américain.

Cent un ans après la fondation du premier « community college » (également connu sous le nom de « junior college ») aux Etats-Unis, les représentants de systèmes d'enseignement et de ministères de l'éducation de divers pays analysent le modèle américain et étudient l'opportunité de l'adapter à leur contexte. Par ailleurs, on note que la population estudiantine de ces établissements américains a doublé depuis 1993 et que le pourcentage d'étudiants étrangers qui les fréquentent est également monté en flèche.

La double tendance qui consiste à servir les étrangers, toujours plus nombreux, qui viennent faire des études aux Etats-Unis et les pédagogues et décideurs d'autres pays qui souhaitent transplanter le modèle américain chez eux, est aujourd'hui d'une importance vitale et reflète la place grandissante qu'occupent les « community colleges » dans

l'enseignement supérieur aux Etats-Unis.

Au cours d'un récent entretien, James McKenney, vice-président pour le développement économique et les programmes internationaux de l'American Association of Community Colleges (AACC), qui représente plus de 10 millions d'étudiants répartis sur plus de 1 100 campus, nous a livré ses réflexions sur ces nouvelles relations internationales.

D'entrée de jeu, M. McKenney a noté l'essor des partenariats internationaux visant au développement des ressources humaines, en citant, par exemple, ceux qu'ont établis un « community college » de l'Ohio avec le gouvernement de la Tanzanie, un établissement du New York avec le Mexique, un autre de St. Louis (Missouri) avec le ministère de l'éducation du Guyana, un établissement analogue de Los Angeles (Californie) avec l'université d'Asmara (Erythrée), et un établissement du Maryland avec une école de médecine de Russie.

Ces relations, a-t-il noté, embrassent une large gamme de disciplines, allant de la gestion hôtelière et des soins infirmiers à l'informatique et au traitement des eaux usées. Et elles sont en plein développement.

Voici des extraits de cet entretien.

Q : Quelles sont les origines de cet intérêt mondial pour le système des « community colleges » des Etats-Unis ?

M. McKenney : Il faut considérer ici deux aspects de la question. C'est au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale que ces établissements ont connu leur premier grand essor. En ce qui concerne les

inscriptions d'étudiants étrangers, elles ont commencé dans les années 60 et 70. Ces étudiants arrivent par vagues, attirés par des informations transmises généralement de bouche à oreille. Un étudiant est satisfait de son expérience et il en fait part aux gens de son pays. Ma femme travaille dans un « community college » du comté de Baltimore (Maryland), qui compte de nombreux étudiants kényans. Ce n'est pas qu'il recrute activement les Kényans, mais ceux-ci s'y inscrivent régulièrement. Ils font savoir à leur famille et à leurs amis que le campus est accueillant, que l'environnement est bon, que d'autres étudiants seraient les bienvenus, et c'est comme cela que la population se développe. Et contrairement aux étudiants américains, qui se préparent à leurs études supérieures en se renseignant sur divers établissements, les étudiants étrangers se fient aux renseignements précédemment recueillis et choisissent sur ces bases, d'après les éléments connus. Et le processus est opérant.

En ce qui concerne l'autre côté du tableau, lorsque ces établissements ont été créés ici, ils étaient destinés à offrir les deux premières années de l'expérience universitaire aux jeunes qui pensaient poursuivre leurs études. Mais aujourd'hui, l'ensemble du système a une double vocation : il dispense une formation professionnelle et joue un rôle transitionnel. C'est extrêmement important. Ainsi, bien que les étudiants étrangers qui s'inscrivent chez nous puissent songer, dans un deuxième temps, à entrer dans une université, quand vous parlez aux administrateurs et aux responsables de l'éducation dans d'autres pays, ce qui les attire et les incite à reproduire le système chez eux, ce sont les aspects relatifs à la formation professionnelle, notre façon d'établir des rapports avec le monde des affaires et l'industrie. Ils trouvent cela extraordinaire, et se demandent comment nous parvenons à faire la soudure entre l'enseignement et l'économie.

Q : Et les décideurs politiques et les représentants des ministères de l'éducation continuent de venir chez nous.

M. McKenney : Absolument. Nous venons de voir des représentants de la Corée. A ce que je comprends, le Sri Lanka se prépare à mettre en place un système de « community colleges », et le Brésil et le Venezuela s'y intéressent beaucoup. En fait, nous commençons à assister à une évolution en faveur de ces

établissements en Europe, qui y résistait jusqu'ici. Le Danemark, bien sûr, possède un système analogue au nôtre depuis plus de 100 ans. Pas les Pays-Bas, mais ils y travaillent. Le Canada en possède un, et l'Australie et la Nouvelle-Zélande s'en sont dotées. Le Mexique a entrepris de créer un réseau d'établissements d'enseignement supérieur technique de deux ans aligné sur l'industrie locale, mais il se heurte à certaines difficultés au niveau de la structure. Et dans le sud de l'Inde, l'Eglise catholique romaine et les administrations locales ont établi des dizaines de petits « community colleges » qui dispensent des cours de menuiserie-charpenterie et de réparation d'automobiles à l'intention des chômeurs. Le Pakistan s'intéresse lui aussi à ces établissements. Israël et les Emirats arabes unis en ont, et il y en a un également en Cisjordanie. Taiwan possède un système établi et la Corée prévoit d'en mettre un en place. Nous travaillons avec les Chinois, qui s'intéressent beaucoup à la question, également à des fins de formation professionnelle, dans des domaines tels que les techniques agricoles modernes et l'écologie. Pour les Chinois, en particulier, c'est une façon de démocratiser l'enseignement, de l'apporter aux masses. Et le cursus de deux ans leur plaît parce qu'il est moins cher et axé sur la formation pratique. C'est là, sans aucun doute, l'élément clé.

Q : Parlez-moi du processus selon lequel les relations s'établissent entre les spécialistes de l'enseignement des pays étrangers et les services appropriés ici. Et tout d'abord, que recherchent-ils ?

M. McKenney : En un sens, l'Amérique est le berceau du « community college ». Mais ce qu'il faut savoir, et ce que nous leur disons, c'est que nous n'avons pas de modèle unique, mais une cinquantaine de modèles de ce type d'établissements. Et donc en venant voir sur place, ils en trouveront vraisemblablement un qui est particulièrement bien adapté à leur contexte. Dans certains pays, par exemple, en raison de la rigidité des contrôles, le réseau des « community college » sera nécessairement élaboré et administré par le système universitaire existant. Ces pays ont l'exemple de l'Etat de New York, du Tennessee et de l'Ohio, où les « community colleges » font partie du système de l'université d'Etat. D'autres pays souhaitent faire l'économie de cet agencement bureaucratique. Pour ceux-là, les

systèmes indépendants de la Caroline du Nord, de la Floride, du New Jersey, de l'Arizona ou du Massachusetts sont des modèles parfaits.

Q : Comment les relations s'établissent-elles ?
Comment les deux parties se rencontrent-elles ?

M. McKenney : Notre association, avec ses plus de 75 ans d'existence, est très connue. La chose se sait. Les intéressés se mettent en rapport avec nous et nous évaluons, en termes généraux, leurs besoins. Nous nous efforçons ensuite de les mettre en rapport avec les systèmes appropriés, en leur offrant des choix et en faisant preuve de souplesse. C'est ainsi, par exemple, qu'un diplomate de l'ambassade de l'Inde ici à Washington m'a téléphoné récemment, pour établir un itinéraire pour la visite d'un spécialiste de l'enseignement du ministère indien de la science et de la technologie. Nous avons répondu à sa demande en envoyant ce représentant dans les établissements qu'il avait besoin d'étudier, et il a été très satisfait des résultats.

Q : Quels sont les autres aspects de notre système qui intéressent les pédagogues des autres pays ?

M. McKenney : Il y a une chose à noter, c'est que l'âge moyen des étudiants de nos « community colleges » est de 29 ans. Cela indique que la mission de formation professionnelle a autant d'importance pour la population adulte que pour les étudiants d'âge universitaire traditionnel. Nous vivons à une époque d'apprentissage continu, motivé par l'évolution de la technologie ; nous sommes à l'âge de l'information. L'acquisition des connaissances n'est pas un escalier que l'on gravit marche après marche pour arriver finalement en haut, où les choses s'arrêtent. C'est un escalier roulant de connaissances, qui monte sans cesse. C'est pour cela que vous avez besoin d'institutions conçues pour toute la population, pour lui apporter des mises à niveau à différentes étapes du chemin, avec un menu flexible de diplômes et de certificats variés. Aujourd'hui, les gens peuvent obtenir un diplôme d'associé (cursus de deux ans) ; et s'ils sont dans le domaine des technologies de l'information, ils n'ont peut-être pas besoin d'un diplôme de bachelier (cursus de quatre ans). Mais ils devront suivre périodiquement des cours de mise à niveau. Ils s'adresseront pour cela à leur « community college » local. Il en est ainsi à l'étranger, dans nombre de pays, comme chez nous. Nous avons constaté qu'aux

Etats-Unis, 29 % des auditeurs libres sont déjà titulaires d'un diplôme, qui est parfois plus qu'un diplôme de bachelier, qui peut être un doctorat. Ils reviennent suivre des cours de perfectionnement pour renforcer leurs compétences, pour continuer de réussir dans leur profession. Et c'est la chose que l'on remarque et que l'on reproduit de plus en plus à l'étranger. Jusqu'ici, il en est ainsi principalement dans le monde occidental industrialisé, dans les systèmes de formation continue du Royaume-Uni et de l'Ecosse, qui connaissent les mêmes types de pressions et de besoins que nous. On le voit aussi en Allemagne.

Q : Est-il juste, ou exact, de dire que la formation permanente devient aujourd'hui le principal facteur qui motive la création de « community colleges » à l'étranger ?

M. McKenney : Oui, c'est exact. Il s'agit en grande partie de répondre aux besoins de la population qui a dépassé l'âge normal des études universitaires. C'est une question de démographie de l'enseignement pour adultes. En général, tout particulièrement dans le monde en développement, on s'accorde à considérer que la base de connaissances doit faire l'objet de remises à niveau. Un exemple : le contrôle de la qualité dans le secteur manufacturier moderne. Il y a une génération, cela n'était pas une préoccupation majeure ; c'est aujourd'hui d'une importance primordiale, car il s'agit de minimiser la fabrication de produits inférieurs. Comment y parvient-on ? Par le contrôle de la qualité, qui est essentiellement à base mathématique. Ainsi les gens qui avaient acquis des éléments de mathématiques à 18 ou 19 ans, dont ils n'avaient pas nécessairement besoin à l'époque, ont découvert à présent, à l'âge de 45 ans, qu'ils en avaient tout à coup besoin. Et donc, avant de pouvoir appliquer les principes du contrôle de la qualité, ils doivent retourner sur les bancs de l'école pour dépoussiérer leurs connaissances mathématiques oubliées.

Q : Revenons un instant à la population des étudiants étrangers dans les « community colleges » américains. Vous avez dit, du moins en ce qui concerne l'établissement de votre épouse à Baltimore, qu'il n'était pas nécessaire de faire du recrutement actif. En revanche, je sais que le « community college » de Spokane (Washington) en fait, principalement auprès des pays d'Extrême-Orient. Et le « Fashion Institute of

Design and Merchandising» de Los Angeles attire des étudiants de la République tchèque après avoir ciblé pendant des années les étudiants taïwanais et coréens. Est-ce là, selon vous, une nouvelle tendance qui se dessine ?

M. McKenney : Je ne peux pas vous répondre ici par un oui ou par un non catégorique. Ce que je sais, c'est que notre association vient d'envoyer des représentants de 18 établissements en Corée, au Japon et en Chine, à des «salons de carrières», au niveau de l'enseignement supérieur, pour y présenter le modèle du «community college» seul, plutôt qu'en association avec le modèle universitaire. Je me dois également de signaler qu'incontestablement, nombre de ces établissements du centre des Etats-Unis aimeraient beaucoup attirer des étudiants étrangers. Ils subissent des pressions en faveur d'une internationalisation de leurs programmes d'enseignement, pour que les étudiants américains se rendent compte que nous sommes reliés à une économie de portée mondiale. La diversité qu'apportent les étudiants étrangers aux campus du centre de l'Amérique, phénomène que connaissent déjà les centres d'enseignement de Floride et d'autres Etats situés sur les côtes, sera bénéfique à cet égard.

Q : Les étudiants qui viennent ici, diriez-vous qu'en général ils se préparent à rester ou qu'ils prévoient de rentrer dans leur famille et leur pays d'origine ?

M. McKenney : La question n'est pas simple. Ce qu'ils prévoient de faire en arrivant et ce qu'ils font effectivement après un séjour de quatre ou cinq ans peuvent être deux choses très différentes. Et cela peut changer, parfois pour des raisons très subtiles, telles que l'évolution de la situation chez eux, ou ici. Lors d'un récent congrès de l'AACC, nous avons honoré, en tant qu'«ancien élève de l'année», le Gouverneur de Lagos. Il est passé par le système des «community colleges» de Chicago, a continué ses études à l'université, est devenu comptable ici, et est retourné travailler pour des sociétés pétrolières au Nigeria, où il est entré dans la filière politique. C'est un exemple de ce qui se passe. Au même congrès, nous avons honoré un ancien élève, né en Egypte, qui est venu faire ses études à un «community college» de Detroit (Michigan) et qui, lui, est resté. Certains restent, d'autres rentrent chez eux.

Q : En pensant aux possibilités qu'offre notre système d'enseignement aux immigrants récents, je me demande s'il y a d'autres pays qui s'emploient à dispenser un enseignement à leurs immigrants à eux ?

M. McKenney : Nous avons récemment reçu la visite d'une délégation de Haarlem, aux Pays-Bas. Le pays connaît une immigration considérable provenant d'Europe méridionale et du Moyen-Orient. Il n'a jamais eu à faire face à ce phénomène au niveau où il se manifeste actuellement, et il s'efforce d'y faire face en éduquant les nouveaux arrivants.

A cet égard, je tiens à signaler autre chose, de très important, en ce qui concerne notre façon de traiter les immigrants récents en Amérique. Nos établissements, avec leur libre accès, accueillent invariablement les gens comme ils se présentent, notamment sur le plan de leurs connaissances linguistiques. Beaucoup d'étrangers arrivent ici sans vraiment maîtriser ne serait-ce que leur langue maternelle. Nous devons donc la leur enseigner avant qu'ils puissent apprendre l'anglais et s'insérer dans le cursus d'enseignement normal. C'est également la situation à laquelle les Néerlandais doivent faire face aujourd'hui avec les nouveaux venus du Moyen-Orient.

Q : Pour résumer, quelle sera selon vous, dans un avenir proche, l'évolution des relations entre les «community colleges» américains et le secteur de l'enseignement à l'étranger ?

M. McKenney : Comme nous l'a récemment recommandé notre conseil d'administration, je crois que nous allons nous employer plus vigoureusement à nouer des relations avec les pays et les organisations qui souhaitent obtenir des renseignements sur les modèles d'établissements d'enseignement tels que nos «community colleges», et même à établir des mémorandums d'accord avec d'autres organisations, comme nous le faisons actuellement avec le Danemark et l'Allemagne. Dans l'ensemble, je crois que l'on peut dire sans risque de se tromper que ce sont des relations qui continueront de se renforcer et de se développer. ■

Michael Bandler est rédacteur au Service d'information du département d'Etat.

ARGUMENT EN FAVEUR DE L'OCTROI D'UNE LICENCE PAR LES «COMMUNITY COLLEGES»

KENNETH WALKER



Préface

Dans un récent rapport sur la crise financière de l'enseignement supérieur aux Etats-Unis, la Commission du financement national de l'enseignement supérieur au sein du Conseil sur l'aide à l'éducation (CAE) lançait l'avertissement suivant :

«Alors que le niveau d'éducation requis pour trouver un emploi productif ne cesse de s'élever, des millions d'Américains risquent de se trouver dans l'incapacité d'aller à l'université si l'on n'introduit pas des réformes de fond destinées à maîtriser les coûts, à arrêter la brutale augmentation des frais de scolarité et à augmenter les autres sources de revenu.»

Les problèmes financiers de l'enseignement supérieur exigent des solutions novatrices. Les modes de pensée traditionnels, fondés sur l'expérience acquise et quelque peu limités, ne sont d'aucune aide pour les millions d'étudiants qui vont avoir besoin d'une licence mais qui ne peuvent pas se payer quatre ans d'études universitaires. Alors, pensons aux «community colleges» qui sont capables de trouver des solutions nouvelles aux défis posés par la montée de la demande, par les limites à l'admission et par l'augmentation des coûts. Une solution logique serait de les autoriser à octroyer un diplôme de licence.

Au cours de la prochaine décennie, l'enseignement aux Etats-Unis va découvrir que les trois «C» – collaboration, concurrence et coopération – sont les moteurs du processus de prise de décision. Comme exemples de collaboration on peut déjà citer des

centres universitaires qui se sont développés sur les campus d'établissements tels que le «Macomb Community College» (Michigan), le «North Harris Montgomery Community College» (Texas), le «St. Petersburg Junior College» et l'«Edison Community College» (tous deux en Floride). A l'échelle internationale, la «British Open University» examine l'opportunité d'une association avec des «community colleges» aux fins d'octroyer des licences par le biais de l'enseignement à distance.

La concurrence des établissements privés à but non lucratif et à but lucratif se durcit : ils ne conféraient que des certificats mais ils octroient maintenant des licences et des diplômes universitaires. Le nombre des universités constituées est passé de 400 en 1988 à plus de 1000 aujourd'hui et nombre d'entre elles sont aujourd'hui accréditées par des associations régionales. Cette concurrence du secteur privé va continuer d'avoir un impact considérable sur l'enseignement supérieur.

S'il est vrai, comme le note le rapport du CAE, que «l'accès généralisé à l'enseignement supérieur est essentiel à la santé économique et au bien-être social de la nation», il est nécessaire que le système des «community colleges» joue un rôle dans ce domaine et commence à conférer des diplômes de licence. Les installations, le personnel enseignant et autre et les programmes existent déjà. Elargir leur mission en leur permettant de conférer des licences tout en préservant leur politique de la porte ouverte et leur adaptation aux besoins locaux est une solution logique pour satisfaire les besoins existants sur le plan de l'accès et des possibilités financières. Cela ne signifie pas que tous ces établissements doivent se

transformer en universités d'Etat couvrant un cycle de quatre ans. Au contraire, il est indispensable qu'ils conservent leur mission et leur gestion locales. De plus, s'il n'est pas nécessaire, voire souhaitable, que toutes les écoles offrant deux années d'études élargissent leur mission, elles devraient pouvoir le faire là où les circonstances, les besoins et les souhaits le permettent.

Traditionnellement, les « community colleges » américains se sont toujours adaptés aux besoins éducatifs de l'époque. Lorsqu'ils ont été créés, ils offraient les programmes académiques préparatoires aux étudiants qui ensuite continuaient leurs études dans des universités ou établissements offrant quatre ans d'études. Après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les soldats sont revenus dans leurs familles et leurs collectivités, ces centres ont adapté leurs programmes pour répondre à la demande accrue d'éducation. Et pendant les années 1960, le gouvernement leur a fourni des fonds pour élargir leurs programmes d'enseignement professionnel, technique et continu.

Mais ces changements survenus dans la mission, dans les programmes et dans la culture de ces établissements n'ont en rien changé la philosophie qui les sous-tendait, non plus que leur gestion locale. Le « community college » a pour fonction de satisfaire les besoins changeants de la collectivité qui l'a créé. Sa mission doit se définir en fonction non pas des besoins d'une époque révolue mais des mesures novatrices d'adaptation et de croissance à prendre pour s'inscrire dans la dynamique de la collectivité qu'il sert.

L'adjonction d'un diplôme de licence aux certificats que ces établissements décernent déjà leur permettrait d'élargir l'accès géographique, financier et académique à l'enseignement supérieur. Elle stimulerait leur rentabilité en utilisant mieux les infrastructures existantes. Elle donnerait aux immigrants ou aux étudiants souhaitant reprendre leurs études la possibilité de réussir en leur offrant des classes moins chargées, une structuration moins rigide des cours et des emplois du temps mieux adaptés. Elle encouragerait les étudiants ayant des diplômes associés à essayer de poursuivre leurs études. Elle stabiliserait les rapports familiaux et de travail des étudiants pendant leurs quatre années d'études. Enfin, elle contribuerait à préserver

l'engagement traditionnel de ces établissements au développement de la main-d'œuvre et de l'économie et leur réceptivité aux besoins de la collectivité en matière de programmes spécialisés.

Et puis, d'un point de vue économique, à un moment où les parents et les élèves s'inquiètent des coûts de l'enseignement supérieur, il tombe sous le sens d'utiliser des infrastructures qui existent déjà pour répondre à la demande de cet enseignement. Près de la moitié des étudiants inscrits dans des établissements publics fréquentent des « community colleges » et beaucoup d'entre eux aimeraient obtenir leur diplôme dans les établissements où ils ont commencé leurs études.

De fait, un récent sondage dans mon établissement, « Edison Community College », a montré que 80 % des répondants souhaitaient terminer leur licence à Edison. Leurs motifs : la facilité d'accès, la modicité des coûts et l'existence des licences recherchées.

Mais, outre cette familiarité avec les lieux qui fait que les gens s'intéressent à la création d'un diplôme de licence dans ces établissements, un autre facteur intervient : l'expression « formation professionnelle continue » ou « éducation permanente » ne veut plus dire la même chose qu'il y a quelques années, depuis l'afflux dans les « community colleges » d'étudiants plus âgés en nombre toujours plus important. Le ministère américain du travail estime que, pendant sa vie active, l'Américain moyen occupera de quatre à six postes différents dans deux ou trois filières différentes.

Où ces adultes vont-ils recevoir la formation nécessaire à ces reconversions ? Les universités de la région ne sont pas toujours géographiquement, financièrement ou académiquement accessibles. Au contraire, du fait de leurs moindres frais de scolarité et de leur meilleure implantation géographique, les « community colleges » offrent à ces étudiants des possibilités plus attrayantes. Pour l'étudiant adulte qui possède une maison, qui a une famille et qui travaille à plein temps, suivre des cours dans un établissement local est souvent la seule option possible. Les étudiants non traditionnels méritent d'avoir accès à des licences non traditionnelles.

En outre, ces centres d'enseignement entretiennent des liens étroits avec les entreprises locales et sont donc plus susceptibles qu'une université

traditionnelle de réagir à l'évolution de la conjoncture démographique, sociale et politique locale. Grâce à ce partenariat entre les centres d'enseignement et les entreprises locales, les étudiants constituent pour les employeurs une main-d'œuvre bien éduquée et qualifiée.

Education et revenu sont indissociables. Comme le fait remarquer le rapport du CAE, « dans la mesure où le secteur des services domine le marché de l'emploi, le diplôme universitaire ou au moins un enseignement et une formation postsecondaires ont remplacé le diplôme du secondaire comme ticket d'entrée à un emploi enrichissant. » De ce fait, « l'accès généralisé à l'enseignement supérieur est [...] essentiel à la santé économique et au bien être social de la nation. »

Pour la grande majorité des Américains, un des facteurs clés de l'éducation est l'accès – surtout vu l'importance accrue de l'enseignement supérieur. Selon une publication du « Southern Regional Education Board » (Conseil d'éducation de la région sud), ce sont les emplois exigeant un diplôme universitaire qui progressent le plus rapidement et l'on prévoit que cette tendance va se poursuivre jusqu'en 2005. En fait, sur les quelque 200 types d'emploi qui devraient connaître une croissance supérieure à la moyenne pendant les premières années du XXI^e siècle, 34 % exigeront un diplôme universitaire de 4 ans.

A mesure que nous avançons dans ce siècle et que les « baby-boomers » (la génération née à la fin des années 40 et pendant les années 50) commencent à prendre leur retraite, nous allons voir une réduction des effectifs de la main-d'œuvre américaine entrant sur le marché mondial du travail. Dans cette perspective, il importe que l'enseignement supérieur soit plus généralement disséminé dans la population pour que nous puissions préserver notre niveau de vie et protéger la démocratie. Offrir des diplômes de licence dans les « community colleges » est un bon moyen d'accroître l'accès des minorités et des étudiants désavantagés.

Plusieurs Etats – dont l'Arizona, l'Arkansas, la Floride, le New York, la Pennsylvanie et l'Utah – ont déjà pris des mesures permettant aux « community colleges » d'octroyer des licences. En voici un exemple :

En Floride, le plan quinquennal pour

l'enseignement supérieur préparé par la Commission de planification de l'enseignement postsecondaire prévenait que la production de licenciés ne serait pas suffisante pour atteindre les objectifs économiques de l'Etat et de ses ressortissants, et prévoyait que « d'ici 2010, plus de 200 000 étudiants supplémentaires seraient inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur de l'Etat. Ces établissements et le secteur postsecondaire ne sont pas prêts à faire face à cette augmentation des effectifs. » La Commission a donc envisagé divers scénarios pour résoudre le problème, notamment une recommandation d'autoriser les « community colleges » à offrir des licences dans certaines disciplines.

En novembre 1998, le « Florida State Board of Community Colleges » (Comité des community colleges de la Floride) a adopté son propre plan stratégique quinquennal « dans l'optique de la demande accrue des employeurs de trouver des licenciés prêts à travailler. » Le Board demandait la mise en place d'un « diplôme d'études supérieures à vocation pratique mettant l'accent sur les compétences requises aujourd'hui par le monde des affaires. » Ce diplôme, soulignait le Board, s'inscrivait « dans la logique et la droite ligne de l'évolution des community colleges de la Floride. »

Les choses ont suivi leur cours et un comité du « Florida Council of Community Colleges Presidents » (Conseil des présidents des community colleges de Floride) a préparé un projet demandant que ces programmes de licence soient approuvés par les « District Board of Trustees » (comités de tutelles des circonscriptions scolaires) locaux, le « State Board of Community Colleges » (Comité des community colleges de l'Etat) et la Commission de planification de l'enseignement postsecondaire. Depuis, les deux chambres législatives de l'Etat ont unanimement adopté une loi autorisant les « community colleges » à conférer des licences, sous certaines réserves.

Maintenant, nous commençons à engranger les résultats : cette année, le « Board of Education » de l'Etat a autorisé le « Miami Dade Community College » à octroyer des licences d'enseignement. Il a également autorisé l'« Edison Community College » à offrir une licence en collaboration avec la « Florida Gulf Coast University » – établissement offrant des cursus sur quatre ans – en se fondant sur les

programmes de gestion de service public et d'informatique existant au Centre universitaire d'Edison.

Il est inévitable que les besoins d'une société fondée sur la technologie amènent des changements majeurs dans l'enseignement supérieur. Nous ne pouvons pas nous contenter d'adapter les anciennes stratégies : nous devons en adopter de nouvelles. La concurrence des établissements du secteur privé à but non lucratif et à but lucratif va obliger les établissements publics à revoir leur mission et leur vision. Les gouvernements des Etats, sous la pression

des électeurs, vont être amenés à encourager les universités publiques, les facultés régionales et les « community colleges » à trouver des moyens rentables et efficaces de répondre à la demande croissante d'accès à la licence : comment ne pas penser aux programmes des « community colleges » qui privilégient les besoins et les intérêts des étudiants ? ■

Kenneth Walker est président de l'Edison Community College à Fort Myers (Floride) et président de la Community College Baccalaureate Association. Cet article est reproduit avec son autorisation.

DE LA SALLE DE CLASSE AU LIEU DE TRAVAIL: DES LIENS QUI PERDURENT

MICHAEL BANDLER



«Les "community colleges" se sont toujours mobilisés pour répondre à la demande du marché de l'emploi.»

Bill Gates, président de Microsoft

Lisa Heald Maynor cherchait à voir la lumière au bout du tunnel.

Adolescente, mère de famille, dépourvue de diplôme secondaire et d'expérience professionnelle, elle végétait dans un logement pour sans-abri lorsqu'elle a découvert qu'à l'aide d'un programme local d'enseignement dispensé en Virginie centrale, elle pouvait passer de l'état d'assistée à celui de salariée.

Ce programme, intitulé «Charlottesville Works», est administré par le Piedmont Valley Community College (PVCC). Il s'agit de cours et de stages de formation pour adultes à faible revenu, travailleurs déplacés, mères célibataires, bref tous ceux qui bénéficient de l'aide sociale et ont du mal à trouver un travail. Le programme est subventionné par l'Etat fédéré et par le gouvernement fédéral en association avec les municipalités et les entreprises locales.

Mme Maynor a donc obtenu au PVCC son certificat de fin d'études secondaires, ainsi qu'un certificat d'assistante technique en assurance. D'abord stagiaire dans un bureau de la compagnie d'assurance State Farm, elle a fini par décrocher un emploi permanent. Sa vie a changé, ses enfants vivent dans un environnement plus sain et elle vient même de s'acheter sa première voiture.

«Charlottesville Works» est l'un des milliers de programmes de formation professionnelle en place ou en cours de création dans les «community colleges». En fait, la réinsertion professionnelle est

l'un des principaux volets du programme, et constitue la grande réussite de ces établissements de cycle court (2 ans) créés aux Etats-Unis il y a un siècle. Le succès de ces programmes dépend en particulier de la coopération et de la volonté de tous les partenaires impliqués – le milieu scolaire, le monde des entreprises et du travail, et les administrations publiques locales et régionales.

Depuis leur création – et encore plus de nos jours – les «community colleges» facilitent le passage de l'école au lieu de travail. Comme l'explique dans le détail une étude réalisée par un centre de recherche de l'université de Californie à Los Angeles, outre leur rôle de passerelle entre l'enseignement secondaire et postsecondaire, ces établissements dispensent des «programmes de transition créatifs, tels que la préparation aux emplois de techniciens, l'apprentissage, l'alternance travail-études et la formation à une carrière déterminée.

«Ces facultés à cycle court seront toujours des partenaires essentiels au développement et à la mise en œuvre de programmes de recyclage répondant aux besoins en main-d'œuvre des employeurs de la Pennsylvanie», affirme M. John Butler, directeur du département du travail et de l'industrie de cet Etat fédéré.

Les Etats de cette région du littoral Atlantique, comme tous les Etats de l'Union, considèrent la formation de la main-d'œuvre comme une de leurs fonctions prioritaires. En Pennsylvanie, le réseau des

«community colleges» – qui compte 14 établissements – dispense une série de cours et de stages qui profitent aux étudiants mais qui contribuent également à former une main-d'œuvre compétitive.

Quand un fabricant local d'acier, par exemple, voulait offrir des programmes de formation à ses employés chargés de l'entretien et à ses électriciens, le «community college» du comté de Beaver, proche de l'entreprise, a mis au point un programme de formation industrielle de 30 cours. Lorsque le comté de Buck, situé dans la banlieue de Philadelphie, a dû recruter des aides-soignantes pour ses hôpitaux et ses maisons de repos, le «community college» local a mis sur pied un programme de formation adapté. Lorsque la région de Philadelphie a constaté qu'elle manquait de travailleurs qualifiés dans l'imprimerie, le «community college» a créé un diplôme de technicien de l'imprimerie.

«Il y a longtemps que la Pennsylvanie est consciente de l'interdépendance entre main-d'œuvre et développement économique», fait observer M. Sam McCullough, directeur du département du développement économique et communautaire de cet Etat. «Une main-d'œuvre hautement qualifiée est essentielle à la compétitivité des entreprises. La formation est la clé d'une main-d'œuvre performante.»

Lorsque la «Norton Manufacturing Company», fabricant de vilebrequins d'automobiles à Fostoria (Ohio), a eu besoin d'embaucher des employés pour ajouter des vilebrequins d'avions à sa gamme de produits, elle s'est trouvée confrontée à un marché très concurrentiel. La solution est venue d'un conseil industriel local regroupant 5 comtés des environs : le «Terra Community College», à Fremont, non loin de là, s'est associé à une école professionnelle pour dispenser 160 heures de cours et de formation qui ont permis d'embaucher 11 employés chez Norton.

Le centre hospitalier et médical Saint-Francis, à Hartford (Connecticut), a compris qu'il avait besoin d'un programme de formation personnalisé et rentable pour ses effectifs. «Travelers Insurance», «Pitney Bowes» et quelques 300 entreprises ont fait la même constatation dans cet Etat. Ils se sont donc tous adressés au «Business and Industry Services Network», qui relie une dizaine d'établissements d'enseignement de cycle court du Connecticut. Pour

le bénéfice de ses employés, Saint-Francis, en partenariat avec le «Capital Community College», a mis au point un cours, en espagnol, d'une durée de dix semaines, sur le thème des soins médicaux, afin de faciliter les problèmes de communication entre patients et visiteurs. David Watson, responsable hospitalier, cite «la créativité et la souplesse du personnel professionnel de l'établissement, qui a dispensé des cours de haute qualité à un prix raisonnable», élément essentiel à la réussite du programme.

«Pitney Bowes» – fabricant de matériel divers (machines pour le courrier, télécopieurs et photocopieurs) situé à Stamford (Connecticut) – a trouvé un moyen de remédier à sa pénurie chronique de travailleurs bien formés et spécialisés. Depuis 12 ans, plus de 1 000 employés de l'entreprise ont suivi des cours de mathématiques, et plus de 500 ont assisté à des cours d'alphabétisation (lecture, écriture, expression orale, capacité d'écoute et communication) – dispensés par le «community college» de Norwalk.

L'Etat de la Caroline du Nord, qui dispose d'une soixantaine de «community colleges», troisième réseau d'établissements de sa catégorie aux Etats-Unis, occupe la première place dans le pays en matière de formation professionnelle. Chaque établissement dispose d'experts en formation industrielle. Ils sont capables de faire bénéficier l'entreprise de leur savoir-faire, et ils connaissent aussi les besoins du marché local de l'emploi. Les programmes de formation sont conçus et coordonnés conjointement par des représentants d'un «community college», d'une entreprise et de l'Etat. Qui plus est, la Caroline du Nord est un Etat pionnier en matière de formations adaptées aux besoins particuliers des entreprises en expansion ou travaillant dans des secteurs innovants – puisqu'elle dispense des formations dans des secteurs très variés tels que pièces d'automobiles, fabrication de matériel électronique, biotechnologie et traitement des données.

L'un des réseaux de «community colleges» les plus performants des Etats-Unis est celui du Comté de Maricopa (Arizona), qui englobe les villes de Phoenix et de Scottsdale. La fondation des «community colleges» – qui encourage les entreprises à dispenser des bourses d'étude et autres subventions remises

aux étudiants prometteurs – a souligné combien il était essentiel de former la main-d'œuvre. Ces dernières années, par exemple, la société Intel de semi-conducteurs a formé un partenariat exceptionnel avec 4 établissements en vue de former des techniciens spécialisés dans les semi-conducteurs, tout en offrant à des centaines d'étudiants une formation professionnelle hautement appréciée sur le marché.

Si tous les Etats de l'Union multiplient les initiatives visant au développement d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, un Etat au moins, l'Illinois, a trouvé un moyen particulier – la remise de prix – pour remercier ses établissements de cycle court, ainsi que leurs partenaires dans les entreprises. Outre le

fait de promouvoir l'excellence de l'enseignement et de prôner l'efficacité des programmes, ces prix visent à récompenser des initiatives conjointes dont ont bénéficié tant les entreprises régionales que leurs employés, et – fait encore plus notable – à faire connaître les idées novatrices et les programmes modèles aux autres « community colleges » de l'Illinois et du pays tout entier.

Ainsi, et par d'autres moyens imaginatifs qu'il s'agira de mettre en œuvre, les initiatives conjointes de formation de la main-d'œuvre de l'avenir seront renforcées et disséminées. ■

Michael Bandler est rédacteur au Service d'information du département d'Etat.



LES «COMMUNITY COLLEGES» AUX ETATS-UNIS: DES TREMPLINS POUR LA VIE

TRACEY WONG BRIGGS
JOURNALISTE À USA TODAY



Daniyar Zhanbekov est arrivé du Kazakhstan à Columbus (Géorgie) en 1998 dans le cadre d'un programme d'échange de l'enseignement secondaire. Claudia Barerra, du Venezuela, est allée à New York en 1999 pour suivre un programme d'apprentissage de la langue anglaise.

Ni l'un ni l'autre ne savait ce qu'était un «community college» avant de débarquer aux États-Unis, mais tous deux obtiennent aujourd'hui des résultats exceptionnels dans leurs études et font partie de l'élite estudiantine dans leurs campus respectifs; ils en attribuent le mérite à ces établissements d'enseignement supérieur à cycle court (deux ans) qui leur permettent de poursuivre le plus américain des rêves.

«Peu importe que vous soyez riche ou pauvre», dit Claudia Barerra, 23 ans, trésorière de l'association des étudiants du «Bergen Community College» à Paramus (New Jersey). «Si vous êtes disposé à travailler et à vous fixer des objectifs, vous pouvez les atteindre.»

Daniyar Zhanbekov et Claudia Barerra figurent parmi les 20 étudiants cités dans un programme annuel de prix parrainé par la publication USA Today, pour honorer et récompenser les meilleurs élèves des «community colleges».

«Ces étudiants viennent de toutes les classes sociales et même des quatre coins du monde, dans le but de réussir. Ce sont des étudiants modèles et motivés à rendre service, bien que beaucoup aient

des obligations familiales et professionnelles, note Karen Jurgensen, rédactrice d'USA Today. Nous les honorons pour rappeler qu'il se fait de grandes choses à tous les niveaux d'éducation.»

Les étudiants honorés par USA Today reflètent la diversité de la population estudiantine des «community colleges» américains.

Joel-Henry Mansfield est sorti premier de sa classe à la fin de ses études secondaires au «Lowell High School», établissement d'enseignement public sélectif de San Francisco. Contrairement à beaucoup de ses camarades de classe qui sont allés à Berkeley ou dans d'autres campus de l'université de Californie, Joel-Henry Mansfield, 20 ans, a commencé ses études préparatoires à la licence de droit au «Canada College» de Redwood City, proche de chez lui, pour pouvoir s'occuper de sa grand-mère.

Mariée à 19 ans et mère de famille à 21 ans, Gina Yacynych, aujourd'hui âgée de 42 ans, a commencé à suivre des cours au «Cambria County Community College», en Pennsylvanie, il y a trois ans, pour améliorer son travail bénévole pour son église. «Cela faisait 20 ans que je n'avais pas fait d'études, mais cela m'a vraiment plu; et je me suis dit que, tant que j'y étais, je pourrais aussi bien faire un diplôme», dit Mme Yacynych, qui vise à l'obtention d'un diplôme de bachelière en service social. Cette mère de trois enfants s'est retrouvée un jour dans une salle de classe aux côtés de sa fille Stéphanie âgée de 19 ans.

Daniyar Zhanbekov, 20 ans, fils unique d'une universitaire et d'un ingénieur, a vécu dans plusieurs pays, voyagé dans toute l'Europe pour participer à

des débats oratoires de l'enseignement secondaire, et parle couramment cinq langues. Après avoir obtenu son diplôme d'études secondaires dans un lycée des États-Unis, il a choisi de poursuivre ses études au «Chattahoochee Valley Community College» de Phenix City (Alabama), de préférence à une université à cursus de quatre ans, en raison des cours particulièrement intéressants et de l'attention personnelle offerts par cet établissement. «Ici, tous les enseignants me connaissent et ils sont toujours disponibles», dit-il.

Stéphanie Markgraf est rentrée dans sa ville natale du New Jersey lorsque l'état de santé de sa mère, atteinte de sclérose multiple, s'est aggravé. Artiste possédant près de 20 ans d'expérience en impression offset, elle a décidé, à l'âge de 42 ans, de remettre à niveau ses aptitudes professionnelles en suivant des cours au «Cumberland County College» tout en soignant sa mère. Cette expérience s'est révélée si positive qu'elle a décidé de continuer ses études, de suivre un programme de quatre ans et, à terme, d'enseigner les arts graphiques.

Naeem Ahmad est un immigré du Pakistan qui a été chauffeur de taxi pendant deux ans avant de suivre un cours d'anglais langue seconde au «Community College de Miami-Dade» (Floride). Agé de 25 ans, il avait toujours pensé à l'université, mais il a choisi de commencer à Miami-Dade en raison de la qualité de l'enseignement, de l'accessibilité du collège, des possibilités et de considérations financières. «On m'a dit que les établissements à cursus de deux ans coûtaient moins cher et qu'il y a des possibilités de bourses (pour continuer ses études dans des établissements offrant un programme de quatre ans)», dit Naeem Ahmad, qui a effectivement reçu plusieurs offres de bourse.

George Bruque, 21 ans, a résisté aux pressions qui l'incitaient à faire des demandes d'admission dans le système de l'université de Californie en sortant du lycée, parce qu'il n'était pas prêt à quitter sa famille. «J'avais les notes voulues et j'aurais pu y aller, mais cela représentait vraiment un gros changement, dit-il. Le collège municipal de Fresno est bien plus abordable et les cours comparables tout aussi rigoureux. Il n'y avait absolument pas d'inconvénients.» George Bruque terminera ses études préparatoires de médecine à l'université de Californie.

Né dans le New Jersey mais ayant grandi au Nigeria, Oladmeji Sule est allé à Brooklyn Park (Minnesota), après ses études secondaires, pour habiter chez des parents et étudier l'informatique. Agé de 21 ans, il a choisi le «Minneapolis Community & Technical College» en raison de son accessibilité par autobus. Toutefois, il a vite été impressionné par les multiples possibilités offertes par le collège et par la diversité des choix en matière d'enseignement.

Charlotte LaVergne, 37 ans, avait commencé ses études d'infirmière en 1984 à l'université d'Etat de la Louisiane à Eunice, où elle suivait un cours, le soir, pendant qu'elle attendait son quatrième enfant. Elle a perdu son bébé, mais en raison de son expérience, a décidé de devenir obstétricienne. Aujourd'hui mère de sept enfants de 6 à 22 ans, elle s'est inscrite dans un «community college» quand son emploi du temps l'y a autorisée. «Toutes les chances étaient contre moi, mais j'ai trouvé là les ressources qui m'ont permis d'atteindre mes buts», note-t-elle.

Brenda Brooks-Solveson, 39 ans et mère de deux enfants, est entrée à l'«Edison Community College de Fort Myers» (Floride), après s'être vu refuser l'admission à la «Florida Gulf Coast University». «Ils n'ont pas voulu de moi à cause de mes résultats aux tests de connaissances que j'avais passés 17 ans auparavant, dit-il. Et pourtant on disait qu'ils acceptaient tout le monde. J'étais démolie. J'ai pleuré tout le long du chemin en rentrant chez moi.»

Elle a commencé ses études en tant qu'auditrice libre à Edison, mais elle a trouvé des encouragements constants et obtenu des notes supérieures dans des matières telles que la psychologie et l'algèbre, ce qui lui a donné la confiance nécessaire pour s'inscrire à un programme de spécialisation et pour faire un diplôme en sciences de la terre.

Pour Charlotte LaVergne, qui a obtenu un poste d'aide-enseignante en chimie organique pendant ses études et qui a reçu de nombreux prix de service et d'excellence décernés par son «community college», rien n'est trop difficile dans la vie.

«Dès lors qu'il y a des possibilités et que ceux qui y sont passés avant moi sont disposés à m'aider, je m'attelle à la tâche.» ■

Tracey Wong Briggs est journaliste à USA Today. © 2002, USA Today. Reproduit par autorisation spéciale.

BIBLIOGRAPHIE ET SITES INTERNET

(EN ANGLAIS)

Livres, articles et documents récents

Baker, George A., III, ed. *A Handbook on the Community College in America: Its History, Mission and Management*. Westport, CT: Greenwood Publishing, 1993.

Benjamin, Roger W. and Carroll, Stephen J. *Breaking the Social Contract: The Fiscal Crisis in Higher Education*. Santa Monica, CA: Council for Aid to Education, 1998.
<http://www.rand.org/publications/CAE/CAE100/index.html>

Blair, Donna; Phinney, Lisa and Phillippe, Kent A. *International Programs at Community Colleges*. Research Brief AACC-RB-01-1. Washington: Community College Press, 2001.
http://www.aacc.nche.edu/Content/ContentGroups/Research_Briefs2/IntProgBrief.pdf

Castruita Striplin, Jenny. "A Review of Community College Curriculum Trends." *ERIC Digest*, EDO-JC-00-02, February 2000, pp. 1-3.
<http://www.gseis.ucla.edu/ERIC/digests/dig0002.html>

Chase, Audree M. and Mahoney, James R., eds. *Global Awareness in Community Colleges; A Report of a National Survey*. Washington: Community College Press, 1996.
<http://www.aacc.nche.edu/Content/NavigationMenu/ResourceCenter/Services/International/Global%20Awareness.pdf>

Cohen, Arthur M. and Brawer, Florence B. *The American Community College*. 4th ed. San Francisco: Jossey-Bass, 2002.

Edmonds, Rick. *A Perspective - Educational Goals and Changes, 1988-2010*. Atlanta, GA: Southern Regional Education Board, 2000.
<http://www.sreb.org/main/Benchmarks2000/APerspective.pdf>

Grubb, W. Norton et al. *Honored but Invisible: An Inside Look at Teaching in Community Colleges*. New York: Routledge, 1999.

Lamkin, Anne. "International Students at Community Colleges." *ERIC Digest*, EDO-JC-00-12, December 2000, pp. 1-4.
<http://www.gseis.ucla.edu/ERIC/digests/dig0012.html>

Levin, John S. *Globalizing the Community College: Strategies for Change in the Twenty-first Century*. New York: Palgrave, 2001.

Nock, Maryam and Shults, Christopher. *Hot Programs at Community Colleges*. Research Brief AACC-RB-01-4. Washington: Community College Press, 2001.
http://www.aacc.nche.edu/Content/ContentGroups/Research_Briefs2/HotProgbrief-final2.pdf

Open Doors: Report on International Educational Exchange. New York: Institute of International Education, 2001.

Phillippe, Kent A., ed. *National Profile of Community Colleges*. 3d ed. Washington: Community College Press, 2000.

Schuetz, Pam. "Successful Collaborations between High Schools and Community Colleges." *ERIC Digest*, EDO-JC-00-11, November 2000, pp. 1-4.
<http://www.gseis.ucla.edu/ERIC/digests/dig0011.html>

Schuyler, Gwyer. *Trends in Community College Curriculum: New Directions for Community Colleges*. San Francisco: Jossey-Bass, 2000.

Vaughan, George B. *The Community College Story*. Washington: Community College Press, 2000.

Wright, Scott W. "Community Colleges: Should They Offer Four-Year Degrees?" *CQ Researcher*, April 21, 2000, pp. 329-352.

SITES INTERNET

Organismes publics

ERIC Clearinghouse for Community Colleges

<http://www.gseis.ucla.edu/ERIC/>

One of 16 clearinghouses sponsored by the U.S. Dept. of Education, ERIC (Educational Resources Information Center) maintains an extensive database of research reports, conference papers, curricula, digests and other materials. In addition to a community college finder, other useful sections of the site allow you to search the database, learn about educational programs focused on the study of community colleges and access the latest publications. The community college-related links to associations and organizations, conferences <<http://www.gseis.ucla.edu/ERIC/ccconf.htm>>, financial aid, government-based resources, individual community colleges, comprehensive subject bibliographies, literature and teaching resources are noteworthy as well.

U.S. Dept. of Education: Community Colleges Homepage

<http://www.ed.gov/offices/OVAE/CALO/index.html>

Community and technical colleges are an integral part of the Office of Vocational and Adult Education's initiative, "Preparing America's Future." Links to information about national state grants, national program activities, and national leadership on policy issues and practices can be found on this site.

U.S. Dept. of Education: Education Resource Organizations Directory (EROD)

<http://www.ed.gov/Programs/bastmp/SDCC.htm>

"Exchanges information on issues, trends, and projects, including state and federal legislation as well as finances relating to community colleges; shares data from the state and national levels to provide a perspective on community colleges; promotes research and legislation at the national level in concert with the American Association of Community Colleges; provides programs of assistance to members."

Autres organismes

American Association of Community Colleges (AACC)

<http://www.aacc.nche.edu/>

The "national voice for two-year associate degree-granting institutions," AACC works to foster the goals of community colleges and higher education.

AACC's Web site includes useful information about community colleges: notable alumni, news, historical information and current trends and statistics. Links to a community college finder, AACC's bookstore, a career center, a resource center, research initiatives, "hot" topics, journals, periodicals, dissertations and a number of affiliated councils are also located here.

American Council on International and Intercultural Education (ACIIE)

<http://www.aciie.org/>

Using its "collective expertise to facilitate programs, activities, and linkages in international and intercultural education," this organization is an advocate for community colleges in the global arena. Use this site to access information about funding opportunities, international/intercultural activities, publications, conferences, teleconferences, networking opportunities, exchange and study abroad opportunities, and sources of international/intercultural materials, products and services.

Campus Compact/National Center for Community Colleges

<http://www.mc.maricopa.edu/organizations/community/compact/>

This national coalition of community college presidents is committed to "helping students develop the values and skills of civic participation through involvement in public service." The Web site includes sample syllabi, conference and awards information, publications, model service-learning projects and information on civic engagement.

Center for Community College Policy

<http://www.communitycollegepolicy.org/>

Based at the Education Commission of the States in Denver, Colorado, the center conducts research and analysis and serves as a clearinghouse for state officials, college leaders and the media on community college policy at the state level. The center also organizes national, regional and state-level workshops and offers technical assistance to states.

Center for Urban Community College Leadership

<http://www.nyu.edu/education/alt/center/>

New York University's School of Education established this center to meet the need for leadership training for community college administrators. The center, which targets senior-level and mid-level administrators for participation in doctoral-level studies, is "unique among higher

education administration programs in that it focuses specifically on the urban community college and includes significant fieldwork and internship opportunities in the curriculum during the academic year and summers.”

The Chair Academy

<http://www.mc.maricopa.edu/chair/>

Statewide, national and international training programs for community college leaders offered by the Academy for Leadership Training and Development of the Maricopa (Arizona) Community Colleges are described on this site.

Community College Baccalaureate Association (CCBA)

<http://www.aaccbd.org/>

The mission of the CCBA is “to promote the development of the Community College baccalaureate degree as a means of addressing the national problems of student access, demand, and cost.” To this end, the site features articles, a newsletter and membership information.

Community College Leadership Program (CCLP)

<http://www.utexas.edu/academic/cclp/>

The Community College Leadership Program at the University of Texas at Austin’s Department of Educational Administration has focused on the preparation of community college leaders since its inception in 1946. The CCLP has also established a service-oriented “field base” with community colleges from across North America for student recruitment and graduate placement and has developed a research agenda to improve the quality of “teaching, learning, and student services in open-door institutions.”

Community College Research Center

<http://www.tc.columbia.edu/~jee/ccrc/>

Publications, seminars and conference presentations are among the tools used by the Community College Research Center to disseminate its research findings on the “critical questions concerning the fundamental purposes, problems, and performances of community colleges.” The center is housed in the Institute on Education and the Economy at Teachers College/Columbia University in New York City.

Community College Web

<http://www.mcli.dist.maricopa.edu/cc/>

From the Maricopa Center for Learning and Instruction at the Maricopa Community College in Arizona, this site contains a searchable directory of more than 1,200 community college Web sites in the United States, Canada, and ten other countries. In addition, a comprehensive collection of resources related to community colleges is searchable by topics such as Students, Technology and Organizations and by keyword.

Community Colleges for International Development, Inc. (CCID)

<http://ccid.kirkwood.cc.ia.us/>

The mission of CCID, a non-profit consortium of approximately 98 two-year colleges worldwide (86 in North America), is “to provide opportunities for building global relationships that strengthen educational programs and promote economic development.” Since its incorporation nearly 25 years ago, CCID has been engaged in vocational/technical educational training, non-formal education and workforce development activities in more than 35 countries.

Council for the Study of Community Colleges

<http://www.cscconline.org/>

The members of this affiliate of the American Association of Community Colleges include university-based researchers and community college educators who promote scholarship on the community colleges. The purposes of the council are to develop in-service education for community college professionals, to conduct and disseminate relevant research, to serve as a forum for professionals who study community colleges, and to recognize outstanding contributions in the field of community college education.

League for Innovation in the Community College

<http://www.league.org/>

The league is an international organization dedicated to “catalyzing the potential of the community college movement.” The site contains detailed information about the league’s activities, which include hosting conferences and institutes, developing Web resources, conducting research, producing publications, and leading projects and initiatives with member colleges, corporate partners and other agencies.

National Council for Continuing Education and Training (NCCET)

<http://www.nccet.org/nccet/home.html>

Professional development activities in the fields of continuing education, community services, workforce development and distance learning are sponsored by this community college organization.

National Council for Research and Planning (NCRP)

<http://www.nmsu.edu/~NCRP/>

Dedicated to serving institutional and planning professionals in two-year, postsecondary educational institutions, NCRP is an official council of the American Association of Community Colleges (AACC). Some of the NCRP's goals include identifying and articulating research and planning issues, facilitating communication among various interest groups, promoting the training and professional development of researchers and formulating research and planning policies within AACC.

National Research and Dissemination Centers for Career and Technical Education

<http://www.nccte.org/>

Based in Columbus, Ohio and St. Paul, Minnesota, these centers are committed to providing "innovative approaches to improving the practice of career and technical education at local, state, and national levels leading to improved student achievement." To this end, the centers work closely with practitioners and policymakers in career and technical education through a consortium. The 2002 National Leadership Institute

<http://www.nccte.org/programs/academy/institute/index.asp> is one of many professional development activities and programs sponsored by the centers.

Rural Community College Initiative (RCCI)

<http://www.mdcinc.org/rcci/>

"The RCCI stresses economic development and access to education as concurrent goals because both are needed to have an impact on poverty in distressed rural regions." Having worked with 24 communities, the initiative has developed an extensive list of resources. It also has partnered with the University of Namibia to develop a new community-college-style campus.

U.S. News & World Report: Community College

<http://www.usnews.com/usnews/edu/community/commcollhome.htm>

In addition to a selection of articles from *U.S. News* concerning community colleges, this site has several useful interactive features: community college search, community college forum, scholarship search, grade calculators and a class scheduler. Guides to financial planning and admissions are also included.

LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

VOLUME 7

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

NUMÉRO 1

Les «community colleges» aux États-Unis



— JUN 2002 —